

Extrait du SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

http://www.sudedulor.lautre.net/spip/spip.php?article638

Bilan de la mobilisation sur les retraites

- Actualité des luttes - Retraites -

Date de mise en ligne : vendredi 4 février 2011

SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

Copyright © SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

Un article à lire dans le bulletin n°6 de SUD Éducation Lorraine.

La lutte contre la réforme des retraites a pris naissance à la suite de journées nationales de mobilisation les 29 janvier, 19 mars, 24 mai et 13 juin 2009 contre la crise économique, journées qui ont rassemblé jusqu'à 3 millions de personnes. Ces journées ont montré que le mécontentement était largement partagé dans toutes les branches professionnelles et qu'une mobilisation d'ampleur était envisageable sur la question des retraites. L'actualité de cette période a rendu évidente aux yeux du plus grand nombre la contradiction criante entre d'un côté le sauvetage des banques à coup de milliards, et de l'autre l'affirmation qu'il n'y aurait pas d'argent pour financer les retraites et les autres acquis sociaux. Par ailleurs, les travaux d'analyse et de décryptage de cette question, ainsi que les réunions publiques, faits par la fondation Copernic, Attac, Bernard Friot, les syndicats et partis politiques de gauche, ont popularisé l'idée que le financement des retraites est une question de choix politique et de partage des richesses.

A Nancy, dès la fin de l'année scolaire, la nécessité de mettre en place un collectif retraites s'est fait sentir. Solidaires en a pris l'initiative. Attac, la FSU, la CRISE (chômeurs et précaires) et des partis politiques de gauche (NPA, Gauche Alternative, Parti de gauche) ont répondu à l'appel, d'abord pour mener une campagne de conviction puis pour faciliter la mobilisation dans le temps en proposant des rassemblements réguliers. Les militants de SUD Éducation se sont largement investis dans ce collectif en estimant qu'il était important que ce soit, autant que possible, les travailleurs qui, à la base, donnent à la mobilisation naissante sa forme et son rythme. De ce point de vue, le collectif s'est heurté à une franche hostilité des directions locales des grosses centrales syndicales qui, en intersyndicale comme lors des journées de mobilisation, ont mené une politique hostile aux AG interprofessionnelles et aux actions unitaires en dehors des journées de mobilisation fixées par l'intersyndicale nationale. Pour autant, à la différence du collectif spinalien qui n'a pas survécu au contrôle mené sur la mobilisation par les grosses organisations locales, celui de Nancy a été à l'origine de plusieurs AG de grévistes et d'actions importantes, notamment pour les grévistes de secteurs où la grève reconductible a été minoritaire. Les actions du collectif ont été les seules à rendre le mécontentement visible en dehors des journées, trop espacées, de mobilisation nationale. A Saint-Dié également, un collectif à l'initiative d'individus d'horizons divers a vu le jour et il est parvenu à rendre visible la contestation en dehors des grandes dates.

Dès la rentrée scolaire, la mobilisation est allée s'amplifiant avec un rythme qui s'est accéléré jusqu'à la mi-octobre où plusieurs journées très rapprochées ont rendu envisageable la perspective de l'extension aux autres secteurs d'une grève générale reconductible qui existait déjà dans les raffineries et la SNCF. Malgré un appel clair à les rejoindre de la part de ces deux secteurs à la pointe de la mobilisation (SUD Rail en particulier chez nous), il est resté difficile de mobiliser dans l'Éducation Nationale. Seule une poignée d'établissements du second degré dans six communes de l'Académie ont voté la grève reconductible, accompagnés de quelques militants du 1er degré appelés par SUD Éducation et le Snuipp (à partir du 18 octobre). Ces grèves reconductibles se sont montrées fragiles car pas suffisamment soutenues par l'ensemble des personnels, à l'exception du lycée de Jarny qui est parvenu à converger avec le collège, les personnels de la SNCF et de la municipalité. Les vacances de la Toussaint ont ensuite rendu incertaines la reprise et l'extension de la mobilisation à la rentrée.

Pendant le gros de cette mobilisation, SUD Éducation a représenté à plusieurs reprise Solidaires au sein des intersyndicales locales, dans le 54 notamment. Toutes nos propositions d'appel unitaire à la grève générale reconductible sur le modèle des appels intersyndicaux d'autres départements ou villes de France se sont heurtées à un refus catégorique de la CGT, de la CFDT, de l'UNSA et de la CFE-CGC et au silence de la FSU et de FO qui pourtant appelaient au niveau national à des formes diverses de reconduction de la mobilisation. Nos propositions d'appel unitaire à la tenue d'AG sur les lieux de travail ont obtenu les mêmes réponses au motif que « les sections syndicales savent ce qu'elles ont a faire ». Nous ne contestons pas le fait que c'est aux travailleurs eux-mêmes de

Copyright © SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

déterminer quelle forme doit prendre leur engagement. Au contraire, l'appel à tenir des AG souveraines va en ce sens. Mais il est de la responsabilité des organisations syndicales de proposer aux salariés les moyens dont ils disposent et de contribuer à l'extension et la convergence de leurs luttes. Au final, ces intersyndicales se sont résumées à écouter la CGT expliquer quel parcours de manifestation elle proposait, l'ordre du cortège, et nous transmettre les remarques émises par la préfecture pour assurer le service d'ordre. Cette analyse n'a en aucun cas pour objectif de porter un jugement sur les camarades militants et sympathisants de ces organisations avec lesquels nous avons manifesté, mais d'exprimer les obstacles auxquels nous avons été confrontés face aux directions locales de ces organisations. Nous avons d'ailleurs douté de leur réelle volonté de construire un rapport de force à même de nous faire gagner dans la bataille pour la défense de nos retraites.

La fin du mouvement s'est clairement fait sentir pendant les vacances de la Toussaint alors que, peu avant ces congés, la mobilisation était à son plus fort niveau. Les directions nationales ont tardé à définir les journées d'action suivantes. Dès la rentrée et après la journée nationale de manifestations du samedi 6 novembre, les militants de SUD Éducation estimaient qu'il était nécessaire de mettre les bouchées doubles pour redonner un coup de fouet à la mobilisation et décider d'une journée de grève très rapprochée, en particulier pour que la mobilisation prenne médiatiquement le dessus sur le discours officiel qui voulait laisser croire que, la loi ayant été votée et promulguée, nous avions perdu. La journée de grève suivante fixée par l'intersyndicale nationale au mardi 23 novembre s'est donc révélée beaucoup trop tardive et de nature à décourager les secteurs en grève reconductible et à enterrer le mouvement. A SUD Éducation Lorraine nous avons estimé que Solidaires aurait dû quitter l'intersyndicale nationale, quitte à rompre une unité syndicale - il était, en effet, devenu clair que les plus grosses organisations ne voulaient plus se donner les moyens de poursuivre la lutte - et se tourner vers la FSU et FO pour proposer une date plus proche. En tout cas, Solidaires n'aurait pas dû apposer sa signature sur le dernier communiqué de presse.

Si la réforme des retraites n'a pas été retirée, tout n'a pas été perdu dans cette bataille, en particulier du point de vue d'une opinion publique qui, dans son écrasante majorité, a soutenu la mobilisation. Nous ne doutons pas qu'aujourd'hui la plus grande partie de la population ne se fait plus aucune illusion sur l'orientation des politiques actuelles menées depuis des années en faveur des plus riches et dont l'unique objectif est de venir à bout, petit à petit, de tous les acquis sociaux arrachés par les travailleurs. Que ce soit dans l'Éducation Nationale ou ailleurs, le prochain mouvement social ne partira pas de rien. Ce qui est acquis c'est la conviction, partagée par de nombreux salariés, qu'au fond la question fondamentale reste la répartition des richesses. A nous de continuer à diffuser l'idée que c'est par les luttes sociales menées par les travailleurs eux-mêmes qu'une autre répartition et d'autres choix politiques pourront être imposés.

Copyright © SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz